

L'Europe sauvée par ses projets ? (3)

Puissance politique dans la civilisation de l'immatériel ?

La fondation de la CECA en 1951 était symbolique de l'exclusion des conflits guerriers pour résoudre les tensions intra-européennes. Bien que toujours fragile, on peut considérer ce premier objectif aujourd'hui comme un acquis. En 1957, le traité de Rome, progresse vers une solidarité organique entre six pays culturellement proches, à laquelle adhéreront progressivement des partenaires moins homogènes.

L'arrière-pensée est celle de la constitution d'une puissance politique capable de jouer un rôle majeur dans un monde multipolaire, avec un grand allié en Amérique du Nord et un ennemi identifié dans "la guerre froide", dont la menace porte vertu d'assembleur. Bien que rarement explicité, le projet est d'aboutir à une entité capable de faire jeu égal avec les plus puissants, les États-Unis appuyés sur la doctrine de Monroe et aspirant à une influence universelle, l'Union soviétique dont l'éclatement paraît improbable, le Japon et, dans une mesure compliquée par son introduction partielle dans la CEE, le Royaume-Uni - Commonwealth. Et l'Inde et la Chine si, un jour, elles se réveillent. L'évolution politique mondiale serait ainsi de facto arbitrée par un petit nombre de partenaires majeurs dans un concept rattachable à un modèle de coexistence de quelques "empires". En 2005, il serait temps de savoir si cette vision est encore souhaitable et réaliste ? Curieusement, les populations européennes restent ignorantes de tout débat sur cette question qui conditionne leur avenir.

Ce qui précède conduit à penser qu'à vingt-cinq ou trente partenaires n'ayant pas rodé leur règle du jeu, un tel projet est irréaliste dans l'immédiat. Mais est-il porteur d'avenir ?

La véritable question devient donc : "qu'est-ce que la puissance politique dans la civilisation de l'immatériel ?" Car des changements radicaux se manifestent dans les rapports de force. Plusieurs faits nous en donnent l'avertissement.

En premier lieu, l'impossibilité de régler les conflits là même où la supériorité de

l'un des adversaires est, en fait, illimitée : en Israël, Afghanistan, Tchétchénie, Irak et, un peu plus loin dans le passé, au Vietnam. La vieille Histoire nous enseigne que les armes de destruction ont rarement été utilisées au-dessous de leurs limites. Multiples sont les cas où "Carthage a été détruite" sans laisser de chance aux survivants. Les abcès de fixation disparaissaient alors dans la victoire d'un carnage définitif. En notre temps, pour des raisons d'éthique qui leur sont propres - on aimerait le croire - ou en raison de l'opprobre universel qui



frapperait les responsables, certains armements coûteux, perfectionnés et décisifs restent dans leurs silos. L'excès même de leur puissance d'anéantissement en interdit l'emploi alors que le monde en réseau en verrait les images sur les téléviseurs le jour même de leur intervention.

En second lieu, l'idée vendue aux populations qu'il pourrait y avoir des guerres conduites par l'un des adversaires dans le cadre asymétrique d'une opération "zéro mort" a son profit. Ce prix attaché à la vie de ses propres combattants est une nouveauté historique. On parlait plutôt, dans le passé, d'une "grande consommation" telle la bataille d'Eylau... "qu'une nuit de Paris réparerait". Mais il reste difficile d'être maître du terrain sans accepter des pertes humaines...

En troisième lieu, l'efficacité d'un terrorisme organisé en réseau dont le centre est partout et les responsables nulle part, en raison de la puissance terrifiante des armes artisanales explosives, chimiques, biologiques, radioactives et en raison de leur manipulation par des spécialistes aspirant

au sacrifice suprême. Ainsi, nul ne peut assurer la suite paisible d'un conflit, même apparemment victorieux tant que l'esprit de résistance ou de vengeance demeure actif dans le camp des vaincus.

Ainsi les tensions entre les peuples connaissent une croissance de leur complexité correspondant à une mutation morale qui rend illusoire toute politique de la canonnière. Là où la soumission est refusée, la force militaire n'apporte plus de solution durable. Cette soumission, dans le passé, a fondé le succès des bâtisseurs d'empire ; il faut renoncer à cette voie aujourd'hui et peut-être pour longtemps. Car la circulation de l'information, du renseignement, de la coordination des efforts secrets, de l'argent sale nécessaire aux actions a accru la température psychique et l'efficacité de résistance au point où les forces symboliques des identités religieuses, ethniques, linguistiques et culturelles sont devenues les moteurs prépondérants des états d'esprit et des actions.

Dans la civilisation de la connaissance et de la communication, les stratégies déduites des considérations de la géopolitique classique doivent être révisées.

Les invariants physiques naturels (espace, orographie, climat, richesses du sol et du sous-sol) cessent d'être les fondations principales de la puissance des États. Ils sont dépassés par les facteurs humains, les capacités d'innovations techniques et organisationnelles, les aspirations morales et les effets de résonances culturelles. La politique doit se conformer à cette mutation. La puissance est soumise au géotechnique et au géoculturel. Ce qui mène le monde, c'est la capacité de conduire l'évolution technologique dans une situation d'inégalités confondantes dont témoigne l'écart entre le Sahel et la Californie. C'est aussi l'aptitude à agir dans le sens d'une vision où le présent se soumet à la préparation de l'avenir. Si l'Europe veut retrouver son rayonnement et son influence sur la politique mondiale, elle doit accepter d'être, de nouveau, le pionnier de cette marche en avant par ses apports scientifiques et techniques, ses initiatives en matière économique et sociale, en focalisant ses efforts sur des réalisations concrètes selon un ordre de route de "projets".

Une zone de libre-échange aux objectifs concertés

S'il est, dans l'immédiat, désespéré de pouvoir s'accorder sur une grande politique de l'Union à vingt-cinq ou davantage avec l'aide d'une constitution dont personne n'a l'expérience, et s'il est souhaitable de ne pas noyer les initiatives que pourraient prendre individuellement les États membres sous les encombrements d'une centralisation communautaire excessive, il serait néanmoins recommandé de pratiquer une politique concertée de réalisations. Des "projets" seraient les pierres de la future construction d'un ensemble gouvernable. Ils seraient exécutés, cas par cas, par la réunion des efforts d'un petit

nombre de partenaires, sous le regard des autres, ouverts à leurs participations. Bien choisis et suffisamment ambitieux, leurs réussites prépareraient l'avenir. À l'issue de cette période d'apprentissage de la vie en grand nombre, le lancement d'une entité politique plus rassemblée pourrait être envisagé. Cette méthode aurait l'avantage d'éviter l'apparence d'un leadership par quelques grands partenaires, notamment franco-allemands, qui ne manque pas de provoquer des réactions allergiques de la part des plus petits. Chaque projet serait doté d'une structure de responsabilité ad hoc et conduit dans le maximum de respect du principe de subsidiarité.

Pendant que l'Union européenne conduirait l'exécution de ces projets, on peut

spéculer que les Américains, pragmatiques, découvriront qu'ils ont besoin d'avoir des alliés puissants et indépendants et de tempérer leurs ambitions hégémoniques hors d'âge, incompatibles avec la complexité de la nouvelle humanité.

(À suivre)

André Danzin, ancien président du CERD (Comité Européen de Recherche-Développement auprès de la Commission de Bruxelles), ancien vice-président du Comité d'Études de Défense nationale, membre du Comité d'orientation de la Maison de l'Europe de Paris.

Les citoyens espagnols disent "oui" !

Le 20 février 2005, 34,6 millions d'électeurs espagnols, à travers 23.646 bureaux, étaient invités à se prononcer sur la Constitution européenne en répondant à la question: "approuvez-vous le Traité instituant une Constitution pour l'Europe?". Traditionnellement très favorables à la construction européenne (au pays de Cervantès "Europe" signifie retour à la démocratie et à un niveau de prospérité inconnu depuis la fin du Siècle d'or soit le XVII^{ème} siècle), les Espagnols ont répondu par un "oui" massif correspondant à 76,73% des suffrages exprimés. Cet encouragement adressé aux autres peuples d'Europe ne cache pas le faible taux de participation qui n'a guère dépassé les 42,3% (contre 45,1% pour les élections au Parlement européen de juin 2004). Est-ce à dire, comme l'écrit Marc Chevanche dans *Nice Matin* du 21/02 que "l'Europe fait l'unanimité mais elle n'intéresse pas... les structures européennes ne disent rien d'un débat européen qui n'existe pas mais disent un peu du débat politique qui lui, a la vie dure...". Ce dernier conclut que "les institutions sont lointaines et opaques... les textes obscurs et complexes". Pour éviter que la mobilisation référendaire en France soit trop faible et pour éviter que des considérations politiciennes s'emparent du débat, de nombreuses initiatives institutionnelles et associatives sont enclenchées partout dans l'Hexagone grâce à l'appui du ministère des Affaires européennes, et aussi des relais régionaux du Parlement et de la Commission européenne. Interrogés sur ce scrutin plébiscitaire, nos voisins espagnols sont particulièrement enthousiastes sur les effets de leur vote. Javier Reyes Tapia, directeur de Promocion Educativa, association qui s'est investie en 2004 dans un vaste projet européen de sensi-

bilisation des jeunes au vote, est ravi "le oui à la Constitution européenne constitue le point de départ initiant un processus actif et favorisant une intégration chaque jour plus fonctionnelle et égalitaire. La notion de solidarité intrinsèque à la Constitution représente déjà un apport extraordinaire en dépit de ce que pensent ses détracteurs. C'est seulement en marchant que l'on peut décider de son chemin". Quant à Antonio Albarran Cano, ancien directeur de la Foire du livre de Madrid, il invite maintenant les autres Européens à suivre l'exemple: "Je ne peux pas imaginer l'Europe actuelle ni même future sans la France où avec des Français en petite forme. Je me souviens encore clairement ma première approche de l'Europe dans les années 60 traversant la France de long en large. Pour beaucoup d'hommes de ma génération, les Français, leur langue et leur culture, ont parrainé notre éveil européen. Aujourd'hui, fiers et heureux de nous sentir citoyens européens, nous voulons construire coude à coude avec vous tous une Europe plus grande, une Europe meilleure. J'ai l'intime conviction que la Constitution, malgré tout, est un bon véhicule pour persévérer sur ce chemin". Grâce à l'Union européenne, "nous sommes devenus des Européens comme les autres", rappelle Inigo Mendez de Vigo, le député européen espagnol qui s'est battu pour la tenue du référendum. Valéry Giscard d'Estaing, le président de la Convention qui a donné naissance au texte, s'est félicité du résultat: "bravo et merci les Espagnols". Les Espagnols l'ont bien compris: ce texte n'est pas un 9^{ème} traité communautaire, mais bien une Constitution: elle dote les citoyens européens d'une Charte de droits et de libertés fondamentaux, définit de nouveaux équilibres de pouvoirs et crée des fonctions stratégiques comme le président du Conseil de l'Union et le ministre des Affaires étrangères.



"Les Espagnols ont dit oui à l'Europe, oui à l'avenir. L'Espagne s'est prononcée par un oui absolument clair en faveur d'une Europe qui avance et qui fait la différence, une Europe unie dans la diversité. La Commission européenne s'en réjouit. En ouvrant la voie avec ce vote positif et sans ambiguïté, le peuple espagnol a envoyé un signal fort aux concitoyens appelés à se prononcer sur la Constitution dans les prochains mois. Ce vote pionnier et historique est un oui à une Union européenne plus démocratique, plus efficace, plus transparente. L'enjeu est de taille: avec cette nouvelle Constitution, c'est la paix, la prospérité, la solidarité et la sécurité que nous consolidons en Europe. J'ai contacté le Président du Gouvernement Espagnol pour lui présenter mes félicitations. Je remercie le gouvernement espagnol de s'être engagé dans la campagne référendaire, comme tous ceux qui s'y sont investis, forces politiques, députés nationaux et européens, artistes, sportifs, partenaires sociaux, ONG et surtout ceux qui ont considéré que leur voix comptera pour l'avenir de l'Espagne dans l'Europe unie. Je respecte ceux qui se sont abstenus de voter ou ceux qui ont voté non. La Constitution de l'Union européenne sera une force puissante de changement et de renouveau. Je suis convaincu qu'elle sera en même temps un instrument unique pour préserver les valeurs de l'Union européenne. L'Espagnol et grand européen qu'était Salvador de Madariaga disait que "si l'Europe était un corps, elle était aussi une âme, mais elle n'était pas encore une conscience". Avec ce référendum, les Espagnols ont été les premiers Européens à avoir enraciné de manière décisive une véritable conscience européenne."

José Manuel Barroso,
président de la Commission européenne.